Philippe SERRANO

Mandataire Judiciaire

Entreprise individuelle
Diplôme de juriste conseil d'entreprises - DJCE
DESS de Droit des Affaires et de Fiscalité
Diplômé de la faculté de droit Espagnol de SARAGOSSE

MEYLAN,
Le 27 novembre 2026

Il ne pourra pas être répondu aux correspondances qui ne reproduiraient pas les références suivantes
Dossier n 8571
Aff. : EURL HOOD
Actif

Madame, Monsieur,

Vous vous êtes rapproché de mon étude afin de me faire part de votre intérêt concernant le fonds de commerce dépendant de l'actif de la procédure de l'EURL HOOD.

Je vous prie de trouver ci-dessous les caractéristiques essentielles du fonds de commerce à céder :

- **Bail commercial 3-6-9 courant jusqu'au 15 mai 2033**
- **Superficie :** 70 m²
- **Loyer :** 1 009.63 € mensuel non soumis à TVA (à parfaire), dont :
  - **Loyer de base :** 809.63 €
  - **Provision pour charges :** 75.00 €
  - **Provision taxe foncière :** 125.00 €
- **Destination :** Toutes activités autorisées par le règlement de copropriété
- **Chiffre d'affaires du dernier exercice** : 72 172,00 €
- **Fonds de commerce titulaire d'une licence IV, d'une terrasse et d'agencements de qualité**



15, Chemin de Malacher
38240 MEYLAN
☎ 04 76 41 99 85

350, Avenue Victor Hugo
26000 VALENCE
☎ 04 75 41 84 14

196, Rue Georges Charpak
74100 JUVIGNY
☎ 04 50 87 25 10

29, rue de la Paix
74000 ANNECY
☎ 04 50 87 25 03

Siren : 413 568 163 - TVA FR 0541356816300021
Renseignements sur les dossiers et certificats de créance irrécouvrable sur www.etude-serrano.com

Je ne manquerai pas de vous faire tenir l'inventaire des actifs dès réception de celui-ci.

Si vous souhaitez visiter ce fonds de commerce, il convient d'en formaliser la demande auprès de mon étude.

Je vous invite, si vous le souhaitez, à me faire tenir une offre d'acquisition ferme et définitive concernant ce fonds de commerce.

Votre offre devra être dénuée de toute condition suspensive.

Afin de démontrer le sérieux de votre offre, celle-ci devra être accompagnée d'un chèque de banque ou d'un virement auprès de mon compte ouvert à la CDC à titre de dépôt de garantie et d'immobilisation à hauteur de 20 % du montant de votre proposition.

Ce chèque de dépôt de garantie ou ce virement vous seront restitués si votre offre d'acquisition n'est pas retenue.

Dans le cas où votre offre serait retenue et que vous vous désisteriez ultérieurement, le dépôt de garantie ou indemnité d'immobilisation précité restera acquis à la procédure de liquidation judiciaire à titre de dommages et intérêts.

Je vous rappelle enfin que vous ne devez avoir aucun lien de parenté ou d'alliance, jusqu'au 2ème degré inclusivement, direct ou indirect, avec les dirigeants et associés de la société faisant l'objet de la procédure collective.

Pour la bonne forme, je vous remercie d'annexer à votre offre d'acquisition le modèle d'attestation ci-dessous, dûment remplie et accompagnée des pièces jointes sollicitées.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes salutations distinguées.

Philippe SERRANO



15, Chemin de Malacher
38240 MEYLAN
☎ 04 76 41 99 85

350, Avenue Victor Hugo
26000 VALENCE
☎ 04 75 41 84 14

196, Rue Georges Charpak
74100 JUVIGNY
☎ 04 50 87 25 10

29, rue de la Paix
74000 ANNECY
☎ 04 50 87 25 03

Siren : 413 568 163 - TVA FR 0541356816300021
Renseignements sur les dossiers et certificats de créance irrécouvrable sur www.etude-serrano.com

ATTESTATION DU CANDIDAT A LA REPRISE D'ACTIFS

Le soussigné :

Nom : **Prénom :**

Adresse complète :

Date et lieu de naissance : **Nationalité :**

Atteste sur l'honneur :

- que mon état civil est conforme à celui indiqué en tête du présent acte ;

- ne pas être et n'avoir jamais été en état d'interdiction ;

- ne pas être et n'avoir jamais été placé sous l'un des régimes de protection des majeurs ;

- ne pas faire l'objet d'une mesure d'interdiction de gérer ou de faillite personnelle ou de tout autre mesure qui pourrait m'empêcher d'exploiter une entreprise ;

- ne pas être et n'avoir jamais été susceptible de faire l'objet de poursuites pouvant entrainer la confiscation totale ou partielle de mes biens ;

- ne pas être et n'avoir jamais été en infraction avec les dispositions légales et règlementaires relatives à l'assainissement des professions commerciales et industrielles ou au blanchiment de capitaux ;

- que je dispose de ma pleine capacité civile et commerciale pour m'engager dans la présente cession ;

- que le prix de cession figurant dans l'offre déposée sous ma responsabilité est sincère et véritable et qu'aucune somme complémentaire n'a été ou ne sera versée à quiconque, à l'insu du Tribunal, sous quelque forme que ce soit, pour quelque motif que ce soit (cette déclaration ne vise pas les éventuelles commissions d'agence immobilière, pas plus que les remboursements des dépôts de garantie, ou les frais, droits et honoraires d'acte liés aux opérations de cession) ;

- me conformer aux dispositions de l'article L 642-3 du Code de Commerce, et n'avoir aucun lien de parenté ou d'alliance, jusqu'au 2ème degré inclusivement, direct ou indirect, avec les dirigeants et associés de la société faisant l'objet de la procédure collective ;

- que offre n'est pas faite pour le compte du débiteur, ni des dirigeants de droit ou de fait de la personne morale faisant l'objet de la procédure collective, ni encore de leurs parents et alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement, ni même des contrôleurs et m'engage à ne pas céder de parts de la société cessionnaire aux dirigeants et associés de la société faisant l'objet de la procédure collective ;

- avoir été informé des dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme visées par les articles L561-1 à L574-4 du Code monétaire et financier et déclare que les fonds engagés ne proviennent pas d'une infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou ne participent pas au financement du terrorisme (art. L561-15-1 du CMF) et que les opérations envisagées au terme des présentes ne sont pas liées au blanchiment de capitaux ou au financement du terrorisme (art. L561-16 du CMF) ;

- agir pour mon compte et non pour le compte d'une tierce personne ou d'une personne morale. A défaut préciser le nom ainsi que les coordonnées :

Nom/Dénomination sociale : **Prénom/Forme :**

Adresse complète/Siège social :

Nationalité : **Numéro SIRET :**

- ne pas être une personne politiquement exposée et n'avoir aucun lien avec une personne politiquement exposée ;

- que les deniers finançant l'opération ont pour origine :

o **Emprunt Bancaire**	Nom de l'établissement bancaire	
	Adresse	
	Montant emprunté	

o **Epargne**	Nom de l'établissement bancaire	
	Adresse	
	Type d'épargne et origine	

o **Prêt familial ou amical**	Nom du prêteur	
	Adresse	
	Montant emprunté	

o **Succession**	Nom du notaire	
	Adresse	
	Montant	

Autres financements :
.....

……
…

- avoir été informé que la présente cession revêt un caractère aléatoire et renonce de ce fait à toute action en vue de la remise en cause tant de la cession que de l'un quelconque des éléments cédés ;

- avoir procédé personnellement à toutes les investigations nécessaires préalablement à la présentation de mon offre pour s'assurer de la faisabilité économique de la cession, ainsi que de la consistance et de l'étendue des biens inclus dans cette dernière et dégage le cédant de toute responsabilité à cet égard.

***IMPORTANT** : la présente attestation devant être utilisée en justice, le signataire atteste avoir pris connaissance des dispositions de l'article 441-7 al. 1 du Code pénal, ci-après rappelées :*

« Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000.00 € d'amende le fait d'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts »

Fait à :

Le :

Signature + cachet + qualité du signataire précédés de la mention « certifié sincère et véritable » :

<u>Joindre à la présente attestation :</u>

- ***<u>si l'offre est faite par une personne morale :</u>*** un extrait kbis de moins de 3 mois et les statuts.

- ***<u>si l'offre est faite par une personne physique :</u>*** photocopie recto verso de la carte d'identité ou du passeport.